

JOURNAL OFFICIEL

La présente édition
ne contient pas
les publications
contenant des données
personnelles protégées.
Dès lors, seule
la version officielle
sur papier fait foi.

JAA CH - 2900 Porrentruy - Poste CH SA – 46^e année – N° 33 – Jeudi 19 septembre 2024

Impressum – Le « Journal officiel de la République et Canton du Jura » paraît chaque semaine, le jeudi. Terme de la remise des publications: le lundi à 12h. Ce délai peut être avancé si la date de parution est jour férié. Abonnement: 70 francs par an. Vente au numéro: Fr. 1.80. Rédacteur: Chancellerie d'Etat de la République et Canton du Jura, Rue de l'Hôpital 2, 2800 Delémont. Editeur: Centre d'impression Le Pays SA, Allée des Soupirs 2, Case postale 1116, 2900 Porrentruy, tél. 032 465 89 39, fax 032 466 51 04. Compte

de chèques postaux 15-336644-4. Tarif des insertions: Fr. 1.55 le mm, sur deux colonnes à la page (une colonne: 85 mm de large). Une publication ne peut être retirée que par une personne compétente; si la composition est terminée, elle est facturée. Les ordres de retrait ne peuvent être donnés que jusqu'au mardi, à 8h30. **Adresse postale pour l'envoi des publications:** Journal officiel de la République et Canton du Jura, c/o Centre d'impression Le Pays, CP 1116, 2900 Porrentruy 1. **Courriel:** journalofficiel@lepays.ch

Publications des autorités cantonales

République et Canton du Jura

Ordonnance portant exécution de la loi scolaire (Ordonnance scolaire)

Modification du 27 août 2024

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura
arrête:

I.

L'ordonnance du 29 juin 1993 portant exécution de la loi scolaire¹⁾ est modifiée comme il suit:

Article 3, alinéa 2 (nouvelle teneur)

² Il a droit à un enseignement d'appui de français lorsque sa langue maternelle n'est pas le français.

Article 3a (nouveau)

Art. 3a Le département auquel est rattaché le Service de l'enseignement (ci-après: «le Département») peut créer une structure pour allophones proposant un enseignement intensif du français sous une forme interdisciplinaire.

Art. 4, alinéa 3, 1^{re} phrase (nouvelle teneur)

³ Les cours reconnus par le Département sont réputés partie intégrante de l'activité scolaire officielle. (...)

Article 8 (nouvelle teneur)

Art. 8 Le passage de l'école publique à l'enseignement privé est réglé par la loi du 10 mai 1984 sur l'enseignement privé²⁾ et l'ordonnance du 18 décembre 1984 portant exécution de la loi sur l'enseignement privé³⁾.

Article 14 (nouvelle teneur)

Art. 14 ¹ Préalablement à l'organisation ou à la mise en œuvre du transport, la commission du cercle scolaire dépose une demande de reconnaissance auprès de la Section de la mobilité et des transports du Service du développement territorial.

² Celle-ci reconnaît les transports scolaires qui remplissent les conditions fixées aux articles 15 à 17.

Article 18, alinéa 3 (nouveau)

³ Pour les cercles scolaires gérant un restaurant scolaire, le versement de l'indemnité est lié à la consommation des repas dans ledit restaurant.

Article 19, alinéa 1 (nouvelle teneur)

Art. 19 ¹ La commission du cercle scolaire est responsable de l'organisation des transports scolaires.

Article 25, alinéas 1, 2 et 4 (nouvelle teneur)

Art. 25 ¹ Le Service de l'enseignement peut autoriser ou contraindre un élève à fréquenter l'école d'un autre cercle scolaire que celui de sa résidence habituelle, si cette mesure est de nature à faciliter l'organisation scolaire, à favoriser notablement ses chances scolaires, à réduire sensiblement le chemin à parcourir ou si cela est justifié par des motifs importants d'ordre familial pour l'élève.

² Le Service de l'enseignement statue sur requête du représentant légal de l'enfant, de la direction de l'école ou de l'Autorité de protection de l'enfant et de l'adulte. Il requiert l'avis des autorités communales concernées.

(...)

⁴ Le déplacement dans un autre cercle scolaire à titre de sanction disciplinaire (art. 83, al. 1, lettre g, de la loi sur l'école obligatoire⁴⁾) ou nécessité par le bon fonctionnement du cercle est décidé par le Service de l'enseignement, après consultation des parents et des autorités communales concernées et sur préavis de la direction et du psychologue scolaire.

Article 26, alinéa 3 (nouvelle teneur)

³ Le Département, le Service de l'enseignement, les directions et les enseignants appliquent ce principe dans le cadre de leurs compétences.

Article 28, alinéas 2 et 3 (nouvelle teneur) et 4 (abrogé)

² Le cas échéant, la direction utilise les ressources de l'enveloppe de leçons. Les cours facultatifs sont organisés en procédant au regroupement d'élèves de classes et de degrés différents.

³ L'organisation de cours facultatifs est soumise à la ratification du Service de l'enseignement.

⁴ Abrogé.

Article 29 (nouvelle teneur)

Art. 29 La direction attribue l'enseignement des classes au degré primaire aux enseignants après les avoir consultés. Elle assure une certaine mobilité dans l'attribution des années et, le cas échéant, des disciplines d'enseignement (enseignement partagé).

Article 30

Abrogé.

Article 31 (nouvelle teneur)

Art. 31 La responsabilité administrative et pédagogique d'une classe au degré primaire peut être confiée à un ou deux enseignants. Dans ce dernier cas, la cohérence et la continuité de l'action pédagogique doivent être assurées. En cas de besoin, la direction requiert l'avis du conseiller pédagogique.

Article 34 (nouvelle teneur)

Art. 34 ¹ Lorsque la responsabilité d'une classe est confiée à deux enseignants, la direction intervient si des difficultés relatives à l'unité pédagogique surviennent. Elle peut requérir l'appui du conseiller pédagogique.

² Si ces difficultés subsistent, la direction peut rapporter sa décision d'enseignement partagé pour la fin de l'année scolaire.

Article 35

Abrogé.

Article 40 (nouvelle teneur)

Art. 40 ¹ L'éducation générale et sociale, l'éducation physique, l'éducation musicale, l'éducation visuelle et l'économie familiale sont enseignées en cours communs, sans distinction de niveau et d'option.

² L'enseignement des sciences naturelles et humaines (histoire et géographie) est dispensé en cours communs au degré neuf et dans le cadre des options aux degrés dix et onze.

Article 44, alinéa 2 (nouvelle teneur)

² Sous réserve de l'approbation du Service de l'enseignement, les élèves sont répartis en deux groupes pour les enseignements à niveau lorsque l'on peut prévoir que l'effectif des élèves d'un module sera inférieur à trente pour les trois ans de la durée du cycle secondaire.

Article 46 (nouvelle teneur)

Art. 46 ¹ Le programme de l'enseignement peut comporter une offre de cours facultatifs destinée à l'ensemble des élèves du degré secondaire et permettant notamment de compléter les apprentissages scolaires et de développer des compétences dans les domaines culturels, sportifs, artistiques ainsi que des aptitudes manuelles.

² Le cas échéant, la direction utilise les ressources de l'enveloppe de leçons. Les cours facultatifs sont organisés en procédant au regroupement d'élèves de classes et de degrés différents.

³ L'enseignement facultatif peut être dispensé de manière concentrée et irrégulière au cours de l'année scolaire.

⁴ L'organisation de cours facultatifs est soumis à la ratification du Service de l'enseignement.

Article 47

Abrogé.

Article 50, alinéas 1 et 2 (nouvelle teneur)

Art. 50 ¹ L'élève qui a accompli onze années de scolarité obligatoire à l'issue du dixième degré peut, sur simple demande de ses parents, compléter sa formation dans une classe du degré onze. L'accès aux cours à niveaux et aux options est réglé selon les dispositions ordinaires.

² L'élève qui termine sa scolarité au degré onze dans des cours à niveaux et dans une option ne l'autorisant pas à accéder à la formation professionnelle ou aux études auxquelles il aspire peut demander à accomplir une seconde fois le programme de onzième année. Le Service de l'enseignement décide sur la base des résultats scolaires obtenus, de l'avis de la direction et de celui du conseiller d'orientation. Si les circonstances le justifient, le Service de l'enseignement peut accorder la même possibilité à un élève qui a effectué le degré onze en vertu de l'alinéa 1.

Article 51a

Abrogé.

Article 82 (nouvelle teneur)

Art. 82 ¹ L'accès aux classes, salles de cours ou autres emplacements où est dispensé l'enseignement est réservé exclusivement aux élèves, au personnel enseignant, à la direction et aux autres personnes dûment légitimées (conseiller pédagogique, médecin scolaire, etc.).

² La direction peut interdire l'accès aux bâtiments scolaires et autres installations, ainsi qu'à leurs dépendances, à toute personne qui dérange l'enseignement ou menace la tranquillité ou la sécurité des usagers.

³ En dehors des heures d'enseignement, la commune peut autoriser l'usage des locaux scolaires pour des activités sportives ou culturelles. Elle demande le préavis de la direction.

⁴ Sauf cas particuliers, la commune met gratuitement à disposition, en dehors des heures d'utilisation, les locaux scolaires subventionnés notamment pour les besoins suivants:

- a) réunions convoquées par le Département;
- b) cours de perfectionnement et de formation continue organisés par la HEP ou sous la responsabilité de celle-ci;
- c) cours de l'Office des sports;
- d) cours de formation subventionnés par l'Etat, en particulier ceux de l'Université populaire et de l'Ecole jurassienne et Conservatoire de musique.

Article 82a (nouveau)

Art. 82a Le Département doit être informé préalablement de tous les travaux de transformation touchant des bâtiments ou équipements scolaires.

Article 82b (nouveau)

Art. 82b Les communes, d'entente avec le Service de l'enseignement et les directions, planifient et mettent à disposition des écoles les locaux, installations, espaces, équipements et mobiliers nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

Article 82c (nouveau)

Art. 82c ¹ La direction contrôle régulièrement si les locaux scolaires sont adaptés aux élèves et répondent aux normes usuelles de sécurité et d'hygiène. Elle peut solliciter la collaboration du Service de l'économie.

² Elle signale toute insuffisance à la commission du cercle scolaire.

Article 90, alinéas 2 à 5 (nouvelle teneur)

² L'enseignant ou le groupe d'enseignants concernés informent la direction de leur intention. Celle-ci peut prendre l'avis du conseiller pédagogique.

³ La direction autorise un découpage particulier pour autant que ce découpage ne touche pas l'horaire personnel des enseignants non concernés et que le nombre de leçons par discipline inscrit à la grille horaire soit respecté.

⁴ A l'école primaire, chaque enseignant établit le décompte des heures dans le journal de classe. A l'école secondaire, le décompte est remis au directeur de l'école.

⁵ La direction veille à ce que l'application de la présente disposition ne nuise pas à la qualité de l'enseignement.

Article 92, alinéa 1 (nouvelle teneur)

Art. 92 ¹ Sous réserve que l'activité scolaire s'étende sur cent quatre-vingt-cinq jours, la commission du cercle scolaire peut octroyer des congés exceptionnels:

- a) de deux demi-journées au maximum par année scolaire à une classe ou à l'école pour des formations internes;
- b) de quatre demi-journées au maximum par année scolaire à une classe ou à l'école entière si les circonstances locales le justifient; un congé ne peut pas excéder un jour à la fois; les commissions des cercles scolaires secondaires se coordonnent avec celles des cercles scolaires primaires de provenance de leurs élèves pour accorder les mêmes congés; à défaut d'accord, le Service de l'enseignement décide.

Article 93, alinéas 2 et 3 (nouvelle teneur)

² Le représentant légal de l'élève doit présenter une demande de congé écrite et motivée à la direction, en principe un mois à l'avance.

³ La direction est compétente pour octroyer les congés d'une durée allant jusqu'à cinq jours. Pour les congés excédant cette durée, la compétence est dévolue au Service de l'enseignement.

Article 93a (nouvelle teneur)

Art. 93a La commission du cercle scolaire et la direction veillent à l'harmonisation des horaires-blocs à l'école primaire avec les horaires des transports.

Article 94 (nouvelle teneur)

Art. 94 ¹ Le Service de l'enseignement fournit aux directions les tendances quant à l'évolution de l'effectif des élèves.

² Les directions établissent les statistiques nécessaires à la planification du nombre de classes et de modules des écoles.

Article 95

Abrogé.

Article 97 (nouvelle teneur)

Art. 97 L'effectif d'un cercle scolaire ne peut être inférieur à 56 élèves.

Article 98 (nouvelle teneur)

Art. 98 ¹ L'effectif d'une classe de degré primaire ne peut être inférieur à 12 élèves, ni supérieur à 25 élèves.

² Si l'effectif probable d'une classe est inférieur à 12 élèves ou supérieur à 25 élèves, la direction soumet l'organisation générale des classes au Service de l'enseignement qui peut accorder une dérogation.

³ Pour chaque degré du cercle scolaire secondaire, l'enseignement est organisé, en fonction de l'effectif des élèves, en un ou plusieurs modules de deux ou trois classes.

⁴ Un module est composé au minimum de deux classes.

⁵ En principe, un module de deux classes comprend au maximum 46 élèves et un module de trois classes au maximum 51 élèves.

⁶ Sous réserve de fluctuations importantes dans l'effectif des élèves, l'organisation de l'enseignement par modules arrêtée dans le cercle scolaire au début du neuvième degré est valable pour les trois années du cycle secondaire.

Articles 100 à 103

Abrogés.

Article 104 (nouvelle teneur)

Art. 104 ¹ La direction arrête la formation des classes, sections de classe, groupes d'enseignement à niveaux et à option, ainsi que l'organisation des devoirs accompagnés et des cours facultatifs dans la limite de l'enveloppe de leçons.

² Le Service de l'enseignement doit approuver l'organisation arrêtée par la direction.

³ Si l'organisation n'épuise pas l'enveloppe de leçons, la direction peut en consommer le solde en cours d'année en fonction des besoins pédagogiques et sous réserve des dispositions légales et réglementaires.

Article 106, alinéa 3 (nouvelle teneur)

³ En règle générale, la section de classe ne comptera pas moins de sept élèves et pas plus de treize élèves.

Articles 107 et 108

Abrogés.

Article 109 (nouvelle teneur)

Art. 109 ¹ Pour l'enseignement à niveaux à l'école secondaire, le regroupement des élèves s'en tient, en principe, aux normes suivantes:

- niveau A: entre 13 et 25 élèves;
- niveau B: entre 11 et 21 élèves;
- niveau C: entre 8 et 15 élèves.

² Lorsque les effectifs ne sont pas atteints, la direction procède à des regroupements d'élèves de niveaux ou de degrés différents.

³ Dans des situations particulières, le Service de l'enseignement peut décider de déroger à ces principes

Article 110

Abrogé.

Article 126, alinéas 2 et 3 (nouvelle teneur) **et 3ter** (nouveau)

² Le Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire collabore, avec les parents et l'école, dans la préparation des élèves au choix professionnel; il assure leur information et leur documentation.

³ Les élèves de l'école secondaire peuvent effectuer, durant le temps scolaire et avec l'accord de la direction, des stages d'orientation professionnelle d'une durée maximale de huit jours par année scolaire. Cette durée ne comprend pas d'éventuels stages supplémentaires en vue de conclure un contrat d'apprentissage (stages de sélection).

(...)

^{3ter} Avec l'accord de la direction, les élèves qui approchent du terme de leur scolarité obligatoire peuvent effectuer un stage de longue durée en entreprise.

Article 127, alinéas 1 et 3 (nouvelle teneur)

Art. 127 ¹ Le Service de l'enseignement encourage les écoles à mettre en place des cours facultatifs et des activités extrascolaires à vocation culturelle et à organiser des contacts entre les artistes et les élèves.

(...)

³ Les interventions d'artistes dans le cadre des classes et l'encadrement extérieur d'activités extrascolaires reconnus par le Service de l'enseignement sont rétribués conformément aux normes définies par le Département et financés comme une rétribution d'enseignant.

Article 134 (nouvelle teneur)

Art. 134 ¹ Lorsqu'il apparaît que les parents ne respectent pas leur obligation d'envoyer leur enfant dans une école publique ou privée ou de lui dispenser un enseignement

à domicile, la direction les dénonce à la commission du cercle scolaire.

² Après enquête, la commission peut prononcer une amende.

³ En cas d'absences non justifiées d'un élève imputables à un congé spécial refusé, la direction peut prononcer une amende.

⁴ L'amende tient notamment compte des raisons et de la durée de l'absence. Elle s'élève au maximum à 2000 francs ou à 4000 francs en cas de récidive.

⁵ Les sommes perçues sont affectées à des activités scolaires.

Article 137, alinéa 2 (nouvelle teneur)

² Dans la mesure du possible, les élèves sont associés à la vie et à la gestion de la classe et de l'école, en fonction de leur âge, en particulier pour les activités extrascolaires.

Article 139, alinéa 3 (nouvelle teneur)

³ Les enseignants et la direction collaborent avec les organes et institutions chargés de la prévention et des services sociaux de la jeunesse.

Article 140

Abrogé.

Article 141 (nouvelle teneur)

Art. 141 Lorsque le comportement ou les activités d'un élève en dehors de l'école nuisent à son travail scolaire, l'enseignant ou la direction interviennent auprès des parents.

Article 146 (nouvelle teneur)

Art. 146 La commission du cercle scolaire établit chaque année la liste des enfants devant entrer en scolarité obligatoire. Elle informe les parents concernés jusqu'à la fin du mois de février par pli personnel ou par voie de presse.

Article 147 (nouvelle teneur)

Art. 147 ¹ Sur la base de leurs résultats, la direction de l'école primaire décide, sur proposition de l'enseignant, de la promotion des élèves du degré primaire au degré secondaire ou du redoublement. Elle transmet la liste des élèves promus à la direction de l'école secondaire concernée.

² La direction de l'école secondaire décide de la répartition des élèves promus dans les cours à niveaux et dans les options du degré secondaire.

Article 148 (nouvelle teneur)

Art. 148 ¹ Lorsqu'un élève change de domicile ou de résidence habituelle durant sa scolarité obligatoire, ses parents sont tenus d'en aviser immédiatement la direction de l'école qu'il quitte.

² La direction de l'école que l'élève quitte informe immédiatement la direction de la nouvelle école de l'élève. Chaque direction informe la commission de son cercle scolaire.

³ Dans la mesure du possible, les parents prennent contact avec la direction de la nouvelle école au moins un mois avant l'arrivée de l'élève.

Article 149 (nouvelle teneur)

Art. 149 En cas d'arrivée en cours de scolarité obligatoire d'un enfant provenant d'un autre canton ou d'un autre pays, la direction décide de son affectation et des mesures d'appui nécessaires en vue de son intégration.

Article 153, alinéa 6 (nouvelle teneur)

⁶ Sont seules autorisées les appréciations suivantes: «objectifs largement atteints», «objectifs atteints», «objectifs partiellement atteints» et «objectifs non atteints».

Article 156 (nouvelle teneur)

Art. 156 Pour être admis en cinquième année, l'élève doit au moins obtenir la mention «objectifs atteints» en français et en mathématique au second bulletin de quatrième année.

Article 157

Art. 157 Pour être admis en septième année, l'élève doit obtenir un total de huit points au moins par addition des notes de français et de mathématique du second bulletin de sixième année. Toutefois, aucune de ces notes ne doit être inférieure à 3.

Article 160 (nouvelle teneur)

Art. 160 ¹ Pour être admis au degré secondaire, l'élève doit obtenir en fin de huitième année un total de huit points au moins par addition des notes de français et de mathématique au second bulletin de huitième année. Toutefois, aucune de ces notes ne doit être inférieure à 3.

² L'élève qui, en raison de redoublements, a accompli dix années au degré primaire est admis au degré secondaire.

Article 166, alinéas 1 (nouvelle teneur) **et 2** (abrogé)

Art. 166 ¹ L'accès aux cours d'un niveau supérieur ou la transition dans un niveau inférieur est déterminé uniquement par la note obtenue dans le niveau de la discipline concernée.

² Abrogé.

Article 172 (nouvelle teneur)

Art. 172 ¹ En cas d'écart de discipline de l'élève, l'enseignant prend à son égard les mesures éducatives appropriées. Il peut notamment rappeler l'élève à l'ordre, l'amener à expliquer, à comprendre les mobiles de son attitude et à en mesurer l'incidence.

² L'enseignant peut également assigner à l'élève un travail particulier assumé partiellement ou totalement en dehors du temps de classe. Il peut notamment lui demander de réparer le dommage ou lui imposer un travail l'incitant à mesurer les conséquences de ses actes.

Article 173 (nouvelle teneur)

Art. 173 ¹ Sont seules autorisées les sanctions disciplinaires suivantes:

- a) des travaux particuliers ou des devoirs supplémentaires effectués à domicile et ne nécessitant pas plus d'une demi-journée de travail;
- b) des retenues assorties de travaux particuliers jusqu'à l'équivalent d'une journée;
- c) la confiscation d'objets;
- d) la privation d'une activité extrascolaire;
- e) l'exclusion temporaire des cours jusqu'à un total cumulé de 20 jours de classe par année scolaire; une exclusion temporaire ne peut toutefois pas excéder cinq jours de classe;
- f) le placement en classe relais;
- g) le déplacement dans une autre classe, un autre bâtiment ou un autre cercle scolaire;
- h) l'exclusion définitive ou la scolarisation dans une institution.

² Les sanctions peuvent être cumulées.

³ Sous réserve des dispositions du droit pénal, les objets confisqués sont rendus:

- a) aux parents lorsqu'il s'agit d'un objet dangereux ou susceptible de porter atteinte à la dignité ou à l'intégrité corporelle d'autrui;
- b) à l'élève ou à ses parents lorsqu'ils ont été confisqués pour d'autres motifs.

⁴ L'exclusion temporaire, le placement en classe relais, le déplacement et l'exclusion définitive ou la scolarisation

dans une institution ne peuvent en principe être prononcés que si la mesure a été précédée d'un avertissement adressé par écrit au représentant légal de l'élève.

⁵ Sauf décision contraire, l'élève privé d'une activité extrascolaire effectuée à la place des travaux scolaires à l'école.

⁶ L'exclusion temporaire est assortie de travaux de rattrapage à effectuer à domicile.

⁷ L'absence d'un élève due à une exclusion temporaire est réputée justifiée (art. 133).

Article 175 (nouvelle teneur)

Art. 175 ¹ L'enseignant est compétent pour charger l'élève de travaux particuliers effectués à domicile. Il peut également décider de la retenue d'un élève, après en avoir informé la direction, ainsi que confisquer les objets visés à l'article 83, alinéa 2, de la loi sur l'école obligatoire⁴⁾.

² La direction est compétente pour priver un élève d'une activité extrascolaire, ainsi que pour exclure temporairement un élève jusqu'à un total cumulé de 10 jours. Avant de prononcer cette dernière sanction, elle requiert le préavis des enseignants dispensant des cours à l'élève.

Article 175a (nouveau)

Art. 175a Le Service de l'enseignement est compétent pour ordonner les sanctions disciplinaires suivantes :

- a) l'exclusion temporaire d'un élève lorsqu'il a déjà été exclu durant 10 jours au moins ou qu'au terme d'une nouvelle exclusion temporaire cette limite est dépassée ;
- b) le placement en classe relais ;
- c) le déplacement.

Article 176 (nouvelle teneur)

Art. 176 L'exclusion définitive ou la scolarisation dans une institution est du ressort du Département.

Article 177, titre marginal et alinéa 1 (nouvelle teneur)

Art. 177 ¹ Une autorité disciplinaire peut également infliger des sanctions moins lourdes que celles pour lesquelles elle est compétente.

Article 178 (nouvelle teneur)

Art. 178 ¹ L'autorité compétente pour prononcer une sanction disciplinaire établit les faits et administre les preuves pertinentes. Dans tous les cas, elle donne à l'élève l'occasion de s'exprimer. Sauf en cas de travaux particuliers, de retenues et de confiscations, les parents sont également entendus.

² Le Département et le Service de l'enseignement peuvent déléguer les tâches prévues à l'alinéa 1 à une autorité disciplinaire de rang inférieur.

³ Les décisions prononçant une sanction disciplinaire sont communiquées aux parents de la manière suivante :

- a) par le carnet hebdomadaire, s'agissant des travaux particuliers, des devoirs supplémentaires et des retenues ;
- b) par courrier, s'agissant des autres sanctions.

Article 202, titre marginal, alinéas 1, 2 et 3 (nouvelle teneur)

Art. 202 ¹ L'enseignant collabore avec ses collègues et les autorités locales pour l'organisation et l'animation des activités extrascolaires.

² Toute activité extrascolaire fait l'objet d'une information aux parents.

³ L'enseignant qui conduit une activité scolaire hors de l'école ou en dehors des horaires scolaires habituels en informe la direction.

Article 203, alinéas 2 et 3 (nouvelle teneur)

² Aucun élève ne peut être admis dans une classe ou transféré par l'enseignant dans une autre classe sans l'autorisation de la direction.

³ Lorsqu'un élève est victime d'un accident durant les heures d'école, l'enseignant prend les mesures qui s'imposent et informe la direction.

Article 209, alinéas 1 (nouvelle teneur) et 3 (abrogé)

Art. 209 ¹ Tout enseignant peut demander à être entendu par la direction sur un objet qui le concerne personnellement.

(...)

³ Abrogé.

(...)

Article 219 (nouvelle teneur)

Art. 219 Le cercle d'école secondaire comporte au minimum un module par degré.

Articles 221 à 224

Abrogés.

Article 225 (nouvelle teneur)

Art. 225 ¹ Le règlement scolaire définit les règles applicables à la vie quotidienne et au fonctionnement interne de l'école. Ce règlement s'applique aux professionnels et aux élèves dans le périmètre scolaire.

² La direction, en concertation avec les enseignants et autres professionnels de l'école, élabore le règlement scolaire. L'Etat tient à la disposition des directions un règlement-type.

³ Sur le préavis du Service de l'enseignement, le Département ratifie le règlement scolaire.

Titre du chapitre II (nouvelle teneur)

CHAPITRE II: Commission du cercle scolaire

Article 226 (nouvelle teneur)

Art. 226 Dans tous les cas, la commission du cercle scolaire comprend un nombre impair de membres.

Article 228, alinéa 1 (nouvelle teneur)

Art. 228 ¹ Les membres des commissions des cercles scolaires sont nommés ou élus par l'autorité désignée dans le règlement communal ou dans les statuts de l'entente intercommunale ou du syndicat scolaire.

Article 228a (nouvelle teneur)

Art. 228a ¹ Les membres des commissions des cercles scolaires sont nommés pour la durée d'une législature. Ils exercent leurs fonctions dès la constitution de la commission du cercle scolaire, jusqu'à la constitution de la nouvelle commission du cercle scolaire.

² La commission du cercle scolaire doit être constituée jusqu'au 31 mars de la première année de la législature.

Article 229 (nouvelle teneur)

Art. 229 ¹ Lorsqu'un cercle scolaire est composé de plusieurs communes, chacune d'elles dispose de représentants au sein de la commission du cercle scolaire.

² Sauf dispositions contraires dans la législation communale ou dans les statuts de l'entente intercommunale ou du syndicat scolaire, les commissions des cercles scolaires se constituent elles-mêmes.

³ La présidence communique la composition de la commission du cercle scolaire au Service de l'enseignement.

Articles 230 à 235

Abrogés.

Article 236, alinéa 1 (nouvelle teneur)

Art. 236 ¹ Les parents d'élèves ont droit à un représentant à la commission du cercle scolaire lorsque le cercle compte moins de cinq classes, à deux lorsqu'il comprend de cinq à dix classes et à trois au-delà.

Article 237 (nouvelle teneur)

Art. 237 ¹ La commission du cercle scolaire veille à la désignation régulière des représentants des parents d'élèves.

² Lorsque les parents d'élèves sont organisés en une association, reconnue par le Département et dont les statuts permettent l'adhésion des parents de tout le cercle scolaire concerné, la commission du cercle scolaire peut confier à l'association en question le soin de procéder à la désignation des représentants.

³ Dans les autres cas, la commission du cercle scolaire organise la désignation des représentants lors d'une réunion de l'ensemble des parents du cercle.

⁴ Les autorités communales définissent les modalités de la procédure de désignation.

Article 238 (nouvelle teneur)

Art. 238 Le Département organise, selon les besoins, des séances d'information à l'intention des membres des commissions des cercles scolaires.

Article 239 (nouvelle teneur)

Art. 239 Les personnes qui participent aux séances de la commission du cercle scolaire ou qui, en raison de leur fonction, ont connaissance des procès-verbaux de ses délibérations sont soumises au secret de fonction applicable aux employés de l'Etat.

Article 242 (nouvelle teneur)

Art. 242 ¹ Le collège des enseignants est présidé par un membre de la direction.

² Il se réunit sur convocation de la direction ou à la demande d'au moins un cinquième de ses membres.

Article 243

Abrogé

Titre du chapitre III du titre septième (nouvelle teneur)**CHAPITRE III: Devoirs scolaires, devoirs accompagnés et autres prestations****Titre de la section 2** (nouvelle teneur)**SECTION 2: Devoirs accompagnés et autres prestations****Article 260** (nouvelle teneur)

Art. 260 ¹ La direction organise le service de devoirs accompagnés sur la base des propositions des enseignants.

² Sauf circonstance particulière, un groupe créé pour une prestation de devoirs accompagnés comprend au moins huit élèves.

³ Les écoles utilisent les ressources allouées par l'enveloppe pédagogique pour organiser les devoirs accompagnés.

⁴ Les écoles ont la faculté d'utiliser les leçons qui leur sont allouées de la manière qui leur paraît la plus judicieuse, en regroupant notamment des élèves de classes et de degrés différents.

Article 261

Abrogé

Article 262 (nouvelle teneur)

Art. 262 ¹ La direction est responsable de la surveillance générale des devoirs accompagnés.

² L'enseignant chargé d'animer un groupe de devoirs accompagnés s'assure que les élèves effectuent leurs devoirs correctement et dans des conditions propices au travail scolaire. Il fournit aux élèves un soutien ponctuel.

Article 263 (nouvelle teneur)

Art. 263 La prise en charge des enfants entre l'école et les arrêts des transports scolaires ainsi que la surveillance durant les temps d'attente entre le départ ou l'arrivée des

transports scolaires et le début ou la fin de l'école sont gratuites pour les parents, ainsi que, le cas échéant, l'organisation d'un service de patrouilleurs scolaires.

Article 263a

Abrogé

II.

La présente modification entre en vigueur le 1^{er} octobre 2024.

Delémont, le 27 août 2024

Au nom du Gouvernement
La présidente: Rosalie Beuret Siess
Le chancelier: Jean-Baptiste Maître

- 1) RSJU 410.111
- 2) RSJU 417.1
- 3) RSJU 417.11
- 4) RSJU 410.11

République et Canton du Jura

**Ordonnance
sur le personnel de l'Etat (OPer)**

Modification du 27 août 2024

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura arrête:

I.

L'ordonnance du 29 novembre 2011 sur le personnel de l'Etat (OPer)¹⁾ est modifiée comme il suit:

Article 29, alinéas 1 et 2 (nouvelle teneur)

Art. 29 ¹ Sous réserve de l'alinéa 3, le Service de l'enseignement recueille les postulations pour les enseignants de la scolarité obligatoire et transmet les dossiers aux directions des cercles scolaires concernés.

² Les directions procèdent à l'examen des candidatures, ainsi qu'aux présélections et aux auditions.

Article 32, alinéa 1 (nouvelle teneur)

Art. 32 ¹ A l'issue de la procédure d'évaluation des candidatures pour l'enseignement de la scolarité obligatoire, la direction adresse une proposition motivée d'engagement au Service de l'enseignement.

Art. 156, alinéa 2 (nouvelle teneur)

² L'enseignant ainsi que les directions des cercles scolaires et les directions de divisions concernées sont préalablement entendus.

II.

La présente modification entre en vigueur le 1^{er} octobre 2024.

Delémont, le 27 août 2024

Au nom du Gouvernement
La présidente: Rosalie Beuret Siess
Le chancelier: Jean-Baptiste Maître

- 1) RSJU 173.111

République et Canton du Jura

**Arrêté
prononçant la dissolution
du Syndicat de chemins de Montmélon**

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura, vu la requête du Syndicat de chemins de Montmélon du 25 avril 2024,

vu la déclaration du conseil communal de Clos du Doubs confirmant les informations données par le Syndicat et appuyant sa requête,

vu l'article 81 de la loi du 20 juin 2001 sur les améliorations structurelles¹⁾,

arrête:

Article premier La dissolution du Syndicat de chemins de Montmélon est prononcée.

Art. 2 La commune de Clos du Doubs est responsable de l'entretien des ouvrages collectifs exécutés par le Syndicat sur son territoire.

Art. 3 Le Service du registre foncier est chargé de radier la mention:

«Améliorations foncières, jusqu'au 31.12.2013»

sur tous les bien-fonds compris dans le périmètre du Syndicat de chemins de Montmélon.

Art. 4 Le présent arrêté entre en vigueur immédiatement.

Delémont, le 3 septembre 2024 Au nom du Gouvernement
La présidente: Rosalie Beuret Siess
Le chancelier: Jean-Baptiste Maître

1) RSJU 913.1

Département de l'économie et de la santé

Chrysomèle des racines du maïs (*Diabrotica virgifera virgifera* Le Conte): directives de lutte pour le canton du Jura

Le Département de l'économie et de la santé de la République et Canton du Jura décide selon l'article 9 de l'ordonnance sur la protection des cultures:

Bases légales

- Articles 15, 16, 18 et 23 de l'ordonnance fédérale du 31 octobre 2018 sur la protection des végétaux contre les organismes nuisibles particulièrement dangereux (RS 916.20).
- Directive N° 6 de l'Office fédéral de l'agriculture du 16 juillet 2019 «Lutte contre la chrysomèle des racines du maïs (*Diabrotica virgifera virgifera*)».
- Article 9 de l'ordonnance du 6 décembre 1978 sur la protection des cultures (RSJU 916.21).

Constats

- Conformément à la directive susmentionnée, la Station phytosanitaire du canton du Jura a participé à la campagne de surveillance de la chrysomèle des racines du maïs (CRM).
- Dans ce but, 8 pièges ont été installés et régulièrement contrôlés, conformément aux instructions du service phytosanitaire d'Agroscope.
- Des captures de CRM ont été enregistrées dans tous les pièges, soit: Boécourt, Courroux, Montsevelier, Clos du Doubs, Courgenay, Bure, Les Genevez et Les Pommerats.
- L'identification des captures a été confirmée par Agroscope.

Décision

1. Dans l'ensemble du territoire cantonal, la culture du maïs est interdite en 2025 sur les parcelles où du maïs était cultivé en 2024.
2. Une éventuelle opposition n'aura pas d'effet suspensif.
3. La présente décision peut faire l'objet d'une opposition par écrit devant le Département de l'économie et de la santé dans les trente jours à compter de sa notification (art. 98 Cpa); l'opposition doit être motivée et comporter les éventuelles offres de preuve; elle doit être datée et signée par l'opposant ou son mandataire (art. 98, al. 2 et 3, Cpa); la procédure d'opposition est la condition préalable à tout recours ultérieur (art. 96 Cpa). Le non-respect de ces dispositions peut entraîner notamment l'irrecevabilité de l'opposition.

4. Aux mêmes conditions, un recours contre le retrait de l'effet suspensif peut être adressé à la Cour administrative du Tribunal cantonal, Le Château, 2900 Porrentruy.

Notification

La présente décision est notifiée par la voie du Journal officiel (art. 88, al. 2, Cpa) et communiquée en copie aux exploitants agricoles cultivant du maïs par courrier électronique ainsi qu'à la Station phytosanitaire du canton du Jura, FRI, Courtemelon.

Delémont, septembre 2024.

Le ministre de l'économie et de la santé: Jacques Gerber.

Service du développement territorial

Subventions pour l'assainissement des bâtiments

Programme Bâtiments 2024 du canton du Jura

Les propriétaires de bâtiments jurassiens peuvent bénéficier de subventions pour l'assainissement énergétique de leur bâtiment et le recours aux énergies renouvelables.

Afin de les renseigner, la Section de l'énergie du Service du développement territorial organise une séance d'information publique le

**mardi 24 septembre 2024, à 18h30,
à Glovelier, salle polyvalente**

Entrée libre. Informations complémentaires sur:
www.jura.ch/sde

Service des infrastructures

Restriction de circulation

Route cantonale N° 1568

Communes: Rossemaison et Châtillon

Vu les dispositions légales fédérales et cantonales, le Service des infrastructures informe les usagers que la route sous-mentionnée sera fermée temporairement à tout trafic, comme précisé ci-après:

Motif:	Pose de revêtement
Tronçon:	Rossemaison – Châtillon
Durée:	Du 23 septembre 2024 à 7h00 au 27 septembre 2024 à 12h00 La signalisation sera gérée par des feux lumineux durant certaines phases, du 27 septembre 2024 à 12h00 au 4 octobre 2024 à 17h00

Particularités: La pose de revêtements routiers étant dépendante des conditions météorologiques, il est possible que les périodes de restrictions doivent être reportées ou modifiées à court terme.

Renseignements: M. Jean-Luc Fleury chef de région
Delémont (tél. 032 420 60 14)

Les signalisations de chantier et de déviation réglementaires seront mises en place.

Par avance, nous remercions la population et les usagers de leur compréhension pour ces perturbations du trafic. Nous les prions de bien vouloir se conformer strictement à la signalisation routière temporaire mise en place ainsi qu'aux indications du personnel du chantier affecté à la sécurité du trafic.

Delémont, le 12 septembre 2024.

Service des infrastructures
Le chef de service: Yves-Alain Fleury.

Service des infrastructures

Restriction de circulation

Route cantonale N° 248.3

Commune: Les Breuleux

Vu les dispositions légales fédérales et cantonales, le Service des infrastructures informe les usagers que la route sous-mentionnée sera fermée temporairement à tout trafic, comme précisé ci-après:

Motif: **Fête du village**
Tronçon: **Grand-Rue**
Entre le carrefour Rue de l'Industrie et le giratoire menant à la Rue de la Gare
Durée: **Du vendredi 27 septembre 2024 à 15h00 au lundi 30 septembre 2024 à 15h00**
Particularités: **Samedi 28 septembre 2024 de 12h00 à 17h00**
Route de France – Entre le carrefour Rue de l'Industrie et le Chemin de l'Eglise: interruption temporaire du trafic engendrant des temps d'attente de max. 10 min.
Renseignements: M. Sylvain Viatte, chef de région
Franches-Montagnes
(tél. 032 420 60 21)

La signalisation de déviation réglementaire sera mise en place.

Par avance, nous remercions la population et les usagers de leur compréhension pour ces perturbations du trafic. Nous les prions de bien vouloir se conformer strictement à la signalisation routière temporaire mise en place ainsi qu'aux indications du personnel de la manifestation, affecté à la sécurité du trafic.

Delémont, le 19 août 2024.

Service des infrastructures

Le chef de service: Yves-Alain Fleury.

Publications des autorités judiciaires

Tribunal cantonal
Commission des examens d'avocat-e

Examens d'avocat-e

Les candidat-e-s qui se proposent de se présenter, lors de la session d'automne 2024, aux examens en vue de l'obtention du brevet d'avocat-e doivent adresser leur demande d'admission aux examens par écrit en utilisant le formulaire idoine disponible sur le site internet de la République et canton du Jura (<http://www.jura.ch/JUST/Avocats/Formation.html>), avec leurs attestations de stage ainsi que leur licence ou leur maîtrise en droit, à la présidente de la Commission des examens d'avocat, Tribunal cantonal, le Château, à Porrentruy, **jusqu'au vendredi 4 octobre 2024** au plus tard.

Dans le même délai, un émolument de CHF 400.00 sera versé sur le compte de chèques du Tribunal cantonal (CH83 0900 0000 2501 1354 0).

Les examens écrits auront lieu le lundi 28 octobre, le mercredi 30 octobre et le lundi 4 novembre 2024. Les examens oraux se dérouleront le mardi 10 décembre 2024. L'épreuve de plaidoirie et la remise des brevets sont fixées au mardi 17 décembre 2024.

Porrentruy, le 6 septembre 2024.

La présidente de la Commission des examens d'avocat:
Sylviane Liniger Odiet.

Tribunal cantonal
Commission des examens de notaire

Examens de notaire

Les candidat-e-s qui se proposent de se présenter, lors de la session d'automne 2024, aux examens en vue de l'obtention du brevet de notaire doivent adresser leur demande d'admission aux examens par écrit avec les pièces requises, au Tribunal cantonal, Commission des examens de notaire, Le Château, à Porrentruy, **jusqu'au vendredi 4 octobre 2024** au plus tard.

Dans le même délai, l'émolument, soit CHF 300.00 pour la première partie des examens et CHF 600.00 pour la deuxième partie des examens, sera versé sur le compte de chèques du Tribunal cantonal (CH83 0900 0000 2501 1354 0).

L'épreuve écrite de la première partie des examens aura lieu le lundi 28 octobre 2024. Les épreuves écrites de la deuxième partie des examens auront lieu les mercredi 30 octobre et lundi 4 novembre 2024. Les examens oraux se dérouleront le jeudi 5 décembre 2024.

Porrentruy, le 6 septembre 2024.

Le président de la Commission des examens de notaire:
Jean-Marc Christe.

Publications des autorités communales et bourgeoises

Rectificatif de la publication parue dans le Journal officiel N° 32 du jeudi 12 septembre 2024: erreur du nom de la commune dans le titre (incombant à l'imprimerie).

La Baroche

**Assemblée communale extraordinaire
mardi 8 octobre 2024, à 20 h 00,
à la halle de gymnastique de Charmoille**

Ordre du jour:

1. Approuver le procès-verbal de la dernière assemblée (à consulter au Secrétariat communal ou sur le site internet).
2. Discuter et voter un crédit de Fr. 1 160 700.– pour des travaux de réfection et d'aménagement du Chemin du Fâtre à Miécourt. Donner les compétences au Conseil communal pour se procurer et consolider le financement.
3. Discuter et voter le règlement relatif à l'approvisionnement en eau potable.
4. Discuter et voter le règlement relatif à l'évacuation et au traitement des eaux (RETE).
5. Discuter et voter un crédit de Fr. 24 975.– à titre de subvention communale de 7,5 %, selon la loi sur les améliorations foncières pour la réfection du chemin et l'alimentation en eau potable du domaine de Mont-Lucelle. Donner les compétences au Conseil communal pour se procurer et consolider le financement.
6. Discuter et voter un crédit de Fr. 32 000.– pour la réfection des logements d'Asuel et Charmoille. Donner les compétences au Conseil communal pour se procurer et consolider le financement.
7. Discuter et voter l'octroi du droit de cité communal pour Madame Lucia Siegenthaler.
8. Divers.

Les règlements et modifications mentionnés sous chiffres 3 et 4 sont déposés publiquement 20 jours avant et 20 jours après l'assemblée communale au Secrétariat communal, ainsi que sur le site internet communal www.labaroche.ch où ils peuvent être consultés.

Les éventuelles oppositions seront adressées durant le dépôt public, dûment motivées, par écrit, au Secrétariat communal.

Conseil communal.

Le Bémont

**Election complémentaire par les urnes
de deux conseillers-ères communaux-ales
en date du 24 novembre 2024**

Les électrices et électeurs de la commune du Bémont sont convoqués aux urnes afin de procéder à l'élection de deux conseillers-ères communaux-ales selon le système majoritaire à deux tours, conformément aux dispositions de la loi cantonale sur les droits politiques et du règlement communal sur les élections communales.

Dépôt des candidatures: Les actes de candidature doivent être remis au Conseil communal jusqu'au lundi 30 septembre 2024, à 12 h 00. Ils indiqueront le nom, le prénom, l'année de naissance et la profession des candidats. Les actes de candidature doivent porter la signature manuscrite des candidat-e-s et celle d'au moins cinq électeurs-trices domicilié-e-s dans la commune.

Ouverture du bureau de vote: Dimanche 24 novembre 2024, de 10 h 00 à 12 h 00, à l'école du Bémont.

Scrutin éventuel de ballottage: Dimanche 15 décembre 2024, aux mêmes heures et dans le même local.

Pour le second tour éventuel, les actes de candidature doivent être remis au Conseil communal jusqu'au mercredi 27 novembre 2024, à 12 h 00. Ne peuvent faire acte de candidature que les personnes qui s'étaient présentées au premier tour.

Le Bémont, le 11 septembre 2024.

Conseil communal.

Les Bois

Dépôt public

Dans sa séance du 9 septembre 2024, le Conseil général des Bois a:

- Approuvé le règlement sur les institutions
« Croque-Pomme » et « UAPE Les Bois »

Les éventuelles oppositions relatives au contenu du règlement, dûment motivées, seront adressées par écrit durant le dépôt public au Secrétariat communal.

Les Bois, le 10 septembre 2024.

Conseil communal.

Bourrignon

**Election complémentaire
par les urnes d'un-e conseiller-ère communal-e
en date du 24 novembre 2024**

Les électrices et électeurs de la commune municipale de Bourrignon sont convoqués aux urnes afin de procéder à l'élection complémentaire d'un-e conseiller-ère communal-e, selon le système de la majorité relative conformément aux dispositions de la loi cantonale sur les droits politiques et du règlement communal sur les élections.

Dépôt des candidatures: Les actes de candidature doivent être remis au Secrétariat communal à Develier jusqu'au lundi 30 septembre 2024, à 12 h 00. Ils indiqueront le nom, le prénom, l'année de naissance et la profession du (de la) candidat-e. Les actes de candidature doivent porter la signature manuscrite du candidat et celles d'au moins cinq électeurs-trices domicilié-e-s dans la commune.

Ouverture du bureau de vote:

Dimanche 24 novembre 2024, de 10 h 00 à 12 h 00.

Lieu: Bureau communal de Bourrignon

Bourrignon, le 13 septembre 2024.

Conseil communal.

Les Breuleux

**Entrée en vigueur du règlement relatif
aux redevances sur la consommation d'électricité**

Le règlement communal susmentionné, adopté par l'assemblée communale des Breuleux le 19 juin 2024, a été approuvé par le Délégué aux affaires communales, le 20 août 2024.

Réuni en séance du 9 septembre 2024, le Conseil communal a décidé de fixer son entrée en vigueur au 1^{er} octobre 2024.

Le règlement ainsi que la décision d'approbation peuvent être consultés au Secrétariat communal.

Les Breuleux, le 12 septembre 2024.

Conseil communal.

journalofficiel@lepays.ch

Les Breuleux

Entrée en vigueur du règlement relatif à la taxe de séjour des propriétaires de résidences secondaires et des personnes pratiquant le camping résidentiel

Le règlement communal susmentionné, adopté par l'assemblée communale des Breuleux le 19 juin 2024, a été approuvé par le Délégué aux affaires communales, le 20 août 2024.

Réuni en séance du 9 septembre 2024, le Conseil communal a décidé de fixer son entrée en vigueur au 1^{er} octobre 2024.

Le règlement ainsi que la décision d'approbation peuvent être consultés au Secrétariat communal.

Les Breuleux, le 12 septembre 2024.

Conseil communal.

Bure

Entrée en vigueur du règlement relatif aux redevances communales sur la consommation d'électricité

Le règlement communal susmentionné, adopté par l'assemblée communale de Bure le 17 juin 2024, a été approuvé par le Délégué aux affaires communales le 4 septembre 2024.

Réuni en séance du 9 septembre 2024, le Conseil communal a décidé de fixer son entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2025.

Le règlement ainsi que la décision d'approbation peuvent être consultés au Secrétariat communal.

Bure, le 11 septembre 2024.

Conseil communal.

Courrendlin

Elections complémentaires par les urnes d'un-e conseiller-ère communal-e en date du 24 novembre 2024

Les électrices et électeurs de la commune mixte de Courrendlin sont convoqués aux urnes afin de procéder à l'élection complémentaire d'un-e conseiller-ère communal-e, selon le système de la majorité relative, conformément aux dispositions de la loi cantonale sur les droits politiques et du règlement communal sur les élections.

Dépôt des candidatures: Les actes de candidature doivent être remis au Conseil communal jusqu'au lundi 30 septembre 2024, à 12h00. Ils indiqueront le nom, le prénom, l'année de naissance et la profession du (de la) candidat-e. Les actes de candidature doivent porter la signature manuscrite du (de la) candidat-e et celles d'au moins cinq électeurs-trices domicilié-e-s dans la commune.

Ouverture du bureau de vote

Lieu: Commune mixte de Courrendlin, Route de Châtillon 15, 2830 Courrendlin. **Heures d'ouverture:** Dimanche 24 novembre 2024, de 10h00 à 12h00.

Courrendlin, le 16 septembre 2024.

Conseil communal.

Dampheux-Lugnez

Entrée en vigueur du règlement relatif aux redevances sur la consommation d'électricité

Le règlement communal susmentionné, adopté par l'assemblée communale de Dampheux-Lugnez le 3 juillet 2024, a été approuvé par le Délégué aux affaires communales le 6 septembre 2024.

Réuni en séance du 16 septembre 2024, le Conseil communal a décidé de fixer son entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2025.

Le règlement ainsi que la décision d'approbation peuvent être consultés au Secrétariat communal.

Dampheux-Lugnez, le 16 septembre 2024.

Conseil communal.

Fontenais

Election complémentaire par les urnes du-de la maire en date du 24 novembre 2024

Les électrices et électeurs de la commune mixte de Fontenais sont convoqués aux urnes afin de procéder à l'élection complémentaire du-de la maire selon le système majoritaire à deux tours, conformément aux dispositions de la Loi cantonale sur les droits politiques et du Règlement communal sur les élections.

Dépôt des candidatures: Les actes de candidature doivent être remis au Conseil communal jusqu'au lundi 30 septembre 2024, à 12h00. Ils indiqueront le nom, le prénom, l'année de naissance et la profession du (de la) candidat-e. Les actes de candidatures doivent porter la signature manuscrite du (de la) candidat-e et celles d'au moins cinq électeurs-trices domicilié-e-s dans la commune.

Ouverture du bureau de vote:

- Samedi 23 novembre 2024, de 18h00 à 19h00, bâtiment de l'école primaire de Bressaucourt
- Dimanche 24 novembre 2024, de 10h00 à 12h00, bâtiment de l'école primaire à Fontenais

Scrutin de ballottage éventuel:

Dimanche 15 décembre 2024, aux mêmes heures.

Pour le second tour éventuel, les actes de candidature doivent être remis au Conseil communal jusqu'au mercredi 27 novembre 2024, à 12h00. Ne peuvent faire acte de candidature que les personnes qui s'étaient présentées au premier tour.

Fontenais, le 19 septembre 2024.

Conseil communal.

Haute-Sorne

Séance du Conseil général lundi 30 septembre 2024, à 19h00, à la halle des fêtes d'Undervelier

Ordre du jour:

1. Appel.
2. Procès-verbal de la séance du 17 juin 2024.
3. Communications.
4. Questions orales.
5. Prendre connaissance et approuver le nouveau règlement relatif au raccordement des installations de production d'énergie et à la reprise de l'énergie produite (RIPE) (message N° 231 du 30 septembre 2024).
6. Prendre connaissance et préavisier un crédit de CHF 5819500.– pour la réalisation des mesures du PGA de Haute-Sorne à caractère partiellement supra-régional, dès 2025 et jusqu'à horizon 2035 (message N° 232 du 30 septembre 2024).
7. Discuter et voter l'ouverture d'un crédit de CHF 500000.–, destiné à l'acquisition d'un tracteur forestier pour le triage forestier Rangiers-Sorne, sous réserve de prélèvement dans les fonds forestiers, montant à la charge de la bourgeoisie de Glovelier de CHF 68050.–, de la bourgeoisie de Courfaivre de CHF 51100.– et de la bourgeoisie de Bassecourt de CHF 82300.– et donner compétence au Conseil communal pour se procurer les fonds nécessaires (message N° 233 du 30.9.2024).

8. Réponse à la question écrite N° 65 déposée par le groupe UDC et intitulée « Des questions légitimes sur les tarifs de l'eau en Haute-Sorne ».
9. Nomination d'un membre à la commission de dicastère Administration générale, bourgeoisies et sécurité publique.
10. Nomination d'un membre à la commission de dicastère Finances et promotion économique.
11. Statuer sur la requête de la demande d'origine présentée par M^{me} Pastore Sophie.
12. Statuer sur la demande de naturalisation ordinaire M. Andrade Rodrigues Israel Arnaldo de son épouse M^{me} Barbosa Sampaio Olinda Carina et de leurs enfants Sampaio Rodrigues Naomi, Mateus Gabriel et Gaspar.
13. Statuer sur la demande de naturalisation ordinaire présentée par M^{me} Butsedi Laka Rita.
14. Statuer sur la demande de naturalisation ordinaire présentée par M. Yilmaz Timur Semsettin.

Haute-Sorne, le 9 septembre 2024.

Conseil général.

Mettembert

Election complémentaire par les urnes d'un-e maire le 24 novembre 2024

Les électrices et électeurs de la commune de Mettembert sont convoqués aux urnes pour procéder à l'élection complémentaire d'un-e maire, selon le système majoritaire à deux tours, conformément aux dispositions de la loi cantonale sur les droits politiques et du règlement sur les élections communales.

Dépôt des actes de candidature : Les actes de candidature doivent être remis au Conseil communal jusqu'au lundi 30 septembre 2024, à 12h00. Ils doivent faire mention du nom, prénom, année de naissance et profession du (de la) candidat-e et porter la signature manuscrite du (de la) candidat-e et celle d'au moins cinq électeurs-trices domicilié-e-s dans la commune.

Ouverture du bureau de vote :

Dimanche 24 novembre 2024, de 10h00 à 12h00, au Secrétariat communal.

Scrutin de ballottage éventuel : Dimanche 15 décembre 2024, aux mêmes heures et dans le même local.

Pour le second tour, les actes de candidature doivent être remis au Conseil communal jusqu'au mercredi 27 novembre 2024, à 12h00. Ne peuvent faire acte de candidature que les personnes qui s'étaient présentées au premier tour.

Mettembert, le 11 septembre 2024.

Conseil communal.

Rossemaison

Entrée en vigueur du règlement d'organisation et d'administration

Le règlement communal susmentionné, adopté par l'assemblée communale de Rossemaison le 24 juin 2024, a été approuvé par le Gouvernement le 27 août 2024.

Réuni en séance du 9 septembre 2024, le Conseil communal a décidé de fixer son entrée en vigueur au 1^{er} septembre 2024.

Le règlement ainsi que la décision d'approbation peuvent être consultés au Secrétariat communal.

Rossemaison, le 16 septembre 2024.

Conseil communal.

Val Terbi

Dépôt public

Lors de sa séance du 10 septembre 2024, le Conseil général de la commune mixte de Val Terbi a adopté le règlement suivant :

- Règlement relatif aux redevances communales sur la consommation d'électricité

Le règlement précité est déposé publiquement au Secrétariat communal durant 20 jours dès la présente publication, où il peut être consulté.

Les éventuelles oppositions seront adressées durant le dépôt public, dûment motivées, au Secrétariat communal. Vicques, le 13 septembre 2024.

Conseil communal.

Avis de construction

La Baroche / Miécourt

Requérant: Yvan Petignat, Rue Les Gasses 26, 2946 Miécourt. Auteur du projet: Lachat Construction Sàrl, Rue de l'Eglise 16, 2854 Bassecourt.

Description de l'ouvrage: Transformation, agrandissement et changement d'affectation de la partie au rez-de-chaussée de l'atelier pour l'aménagement d'un logement. Création, modification et suppression de plusieurs ouvertures en façades des bâtiments N°s 26 et 26A, réfection complète des toitures avec isolation, réfection des façades, pose de panneaux solaires photovoltaïques en toiture, remplacement du système de chauffage par la pose de 2 pompes à chaleur air/eau posées à l'extérieur, dégazage des citernes, pose d'un canal de fumée en toiture, agrandissement de la place de stationnement, pose d'un nouveau cabanon et pose d'une palissade sur la partie nord de la parcelle.

Cadastre: Miécourt. Parcelles N°s 203 et 1899, sises à la rue Les Gasses, 2946 Miécourt. Affectation de la zone: En zone à bâtir, Zone mixte, MA.

Dimensions: Hauteur totale 8m91.

Genre de construction: Matériaux façades: crépi, greige; toiture: tuiles terre cuite, anthracite.

Dépôt public de la demande avec plans au secrétariat de la Commune de La Baroche, Route Principale 64, 2947 Charmoille, où les oppositions, les réserves de droit ainsi que les éventuelles conclusions et prétentions à la compensation des charges, faites par écrit et motivées, seront envoyées jusqu'à l'échéance de la publication inclusivement fixée au 21 octobre 2024.

Celui qui entend faire valoir une prétention à compensation des charges doit le communiquer conformément à l'article 33 de la Loi sur les constructions et l'aménagement du territoire (LCAT) (art. 48 du décret concernant le permis de construire).

Charmoille, le 16 septembre 2024.

Conseil communal.

Dernier délai pour la remise des publications :

jusqu'au lundi 12 heures

Courgenay

Requérante: Sophie Urban et Sébastien Choulat, Sur les Côtes 12, 2950 Courgenay. Auteur du projet: Wibois Sàrl, Fonderie 4e, 2950 Courgenay.

Description de l'ouvrage: Agrandissement du bâtiment N° 12 pour l'aménagement d'une cuisine et aménagement d'une terrasse surélevée avec escaliers d'accès extérieurs. La nouvelle terrasse sera en partie couverte. Construction de murs de soutènement pour la terrasse.

Cadastre: Courgenay. Parcelle N° 964, sise au lieu-dit Sur-les-Côtes, 2950 Courgenay. Affectation de la zone: En zone à bâtir, Zone d'habitation.

Dimensions: Longueur 12m60, largeur 11m50, hauteur 4m15, hauteur totale 4m15.

Genre de construction: Matériaux façades: Fibro ciment anthracite; toiture: toit plat.

Dépôt public de la demande avec plans au secrétariat de la Commune de Courgenay, Rue Pierre-Péquignat 4, 2950 Courgenay, où les oppositions, les réserves de droit ainsi que les éventuelles conclusions et prétentions à la compensation des charges, faites par écrit et motivées, seront envoyées jusqu'à l'échéance de la publication inclusivement fixée au 21 octobre 2024.

Celui qui entend faire valoir une prétention à compensation des charges doit le communiquer conformément à l'article 33 de la Loi sur les constructions et l'aménagement du territoire (LCAT) (art. 48 du décret concernant le permis de construire).

Courgenay, le 12 septembre 2024.

Conseil communal.

Rossemaison

Requérants et auteurs du projet: Yan et Emilie Buhler, Route de Châtillon 6, 2842 Rossemaison.

Description de l'ouvrage: Construction d'un couvert à voiture.

Cadastre: Rossemaison. Parcelle N° 412, sise à la Route de Châtillon 6, 2842 Rossemaison. Affectation de la zone: En zone à bâtir, Zone mixte, MA.

Dérogation requise: Article 63 LCER (distance le long de la route cantonale)

Dimensions: 7m00 x 5m00.

Dépôt public de la demande avec plans au secrétariat de la Commune de Rossemaison, Chemin des Tilleuls 1, 2842 Rossemaison, où les oppositions, les réserves de droit ainsi que les éventuelles conclusions et prétentions à la compensation des charges, faites par écrit et motivées, seront envoyées jusqu'à l'échéance de la publication inclusivement fixée au 21 octobre 2024.

Celui qui entend faire valoir une prétention à compensation des charges doit le communiquer conformément à l'article 33 de la Loi sur les constructions et l'aménagement du territoire (LCAT) (art. 48 du décret concernant le permis de construire).

Rossemaison, le 10 septembre 2024.

Conseil communal.

Vos publications peuvent être envoyées
par courriel à l'adresse:

journalofficiel@lepays.ch

Mises au concours**JURA**  **RÉPUBLIQUE ET CANTON DU JURA**

Suite au départ de la titulaire, le Tribunal cantonal met au concours le poste de

**Chef-fe de chancellerie
à 80-100%**

Mission: Adjoint-e de la première greffière pour la gestion du personnel de la chancellerie et des tâches administratives, notamment la correspondance et les relations du Tribunal cantonal; la fonction implique également toutes les tâches de la chancellerie, notamment le développement et la gestion des procédures au sein de la chancellerie, l'enregistrement des affaires, la rédaction et la mise en page de courriers, d'ordonnances, de rapports et d'arrêts, la gestion des statistiques, l'accueil téléphonique et au guichet, la fourniture de renseignements aux justiciables ainsi qu'aux avocats, etc.

Profil: Titre HE ou universitaire niveau Bachelor (p. ex. HEG en économie d'entreprise ou droit économique). Parfaite maîtrise de la langue française et des outils informatiques. Expérience professionnelle vivement souhaitée dans un poste similaire. Des connaissances de l'allemand constituent un atout, de même qu'en ressources humaines et en gestion de projet. Sens de l'organisation et des priorités, capacité à faire face aux interruptions fréquentes de travail et aptitudes avérées en communication. Empathie, sens du contact et de la négociation. Aptitudes à fédérer et à mobiliser, et bonne résistance au stress. Polyvalence, flexibilité et capacités d'adaptation. Compétences en gestion opérationnelle, d'assistance et d'accompagnement du changement.

Fonction de référence et classe de traitement:
Collaborateur-trice administratif-ve IV / Classe 13.

Entrée en fonction: A convenir.

Lieu de travail: Porrentruy.

Renseignements: Peuvent être obtenus auprès de M^{me} Lisiane Poupon, première greffière du Tribunal cantonal, tél. 032 420 33 00.

Intéressé-e? Téléchargez notre formulaire de CV sur notre site internet www.jura.ch/emplois et transmettez-le nous avec votre lettre de motivation et les documents usuels. Vous pouvez également obtenir ce formulaire auprès de notre Service (032 420 58 80 ou postulation@jura.ch). Par souci de qualité et d'équité, nous avons rendu obligatoire le CV standardisé pour toutes nos offres.

Les candidat-e-s mentionneront leurs éventuelles activités accessoires dans la rubrique correspondante du formulaire de CV, ainsi que les personnes de référence.

Les candidatures, accompagnées des documents usuels, doivent être envoyées par e-mail à l'adresse postulation@jura.ch (avec un seul fichier PDF en pièce jointe regroupant l'ensemble des documents) **jusqu'au 11 octobre 2024** et comporter la mention « Postulation Chef-fe de chancellerie ». Si vous n'avez pas la possibilité d'envoyer votre dossier de candidature par voie électronique, celui-ci peut être adressé par voie postale au Service des ressources humaines de la République et Canton du Jura, Rue du 24-Septembre 2, 2800 Delémont.

www.jura.ch/emplois

JURA^{NE}CH RÉPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le Service de l'enseignement met au concours, pour la classe d'accueil à mi-temps, un poste d'

Enseignant spécialisé ou enseignant

Entre 16 à 20 leçons hebdomadaires, équivalentes à environ 58 % à 72 %

Contrat de durée déterminée jusqu'au 31 juillet 2025, reconduction possible

Mission: Développer et mettre en place les conditions nécessaires à même de couvrir les besoins éducatifs particuliers des élèves de la classe. Contribuer au développement socio-émotionnel des élèves. Assurer un encadrement pédagogique en collaborant avec l'éducateur de la classe, mais aussi avec les enseignants des classes d'appartenance des élèves. Permettre aux élèves d'acquérir des compétences d'autorégulation et de développer des habiletés sociales. Mettre en place des situations d'apprentissage en lien avec des objectifs pédagogiques du plan d'études.

Profil: Etre au bénéfice d'un Bachelor HEP pour l'enseignement primaire. Un MAES (Master en enseignement spécialisé) ou titre jugé équivalent serait un atout. Connaissances du système scolaire jurassien. Expérience professionnelle dans le domaine.

Lieu de travail: Porrentruy/vallée de Delémont.

Taux d'activité: 16 à 20 leçons + 1 leçon de décharge, équivalentes à environ 58 % à 72 %

Fonction de référence et classe de traitement:

Enseignant primaire spécialisé / Classe 16, ou Enseignant primaire / Classe 13.

Entrée en fonction: Date à convenir

Renseignements: Peuvent être obtenus auprès de Ségolène Eberlin, responsable du secteur pédagogique, au 032 420 54 12.

Les candidatures, accompagnées de votre lettre de motivation, CV personnel, d'une copie de vos titres de formation, d'un extrait des poursuites et d'un extrait de votre casier judiciaire doivent être envoyées par e-mail à l'adresse sen.postulations@jura.ch (avec un seul fichier PDF en pièce jointe regroupant l'ensemble des documents) **jusqu'au 4 octobre 2024** et comporter la mention « Enseignant classe d'accueil à mi-temps ».

JURA^{NE}CH RÉPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le Service de l'enseignement met au concours, pour la classe d'accueil à mi-temps, un poste d'

Educateur

Pour 16 leçons hebdomadaires (temps de travail annualisée)

Contrat de durée déterminée jusqu'au 31 juillet 2025, reconduction possible

Mission: Développer et mettre en place les conditions nécessaires à même de couvrir les besoins éducatifs particuliers des élèves de la classe. Contribuer au développement socio-émotionnel des élèves. Assurer un encadrement éducatif en collaborant avec l'enseignant de la classe, mais aussi avec les enseignants des classes d'appartenance des élèves. Permettre aux élèves d'acquérir des compétences d'autorégulation et de développer des habiletés sociales. Mettre en place des situations d'apprentissage en lien avec des objectifs éducatifs.

Profil: Etre au bénéfice d'un Bachelor HES en travail social ou d'une formation et expérience jugées équivalentes.

Connaissances du système scolaire jurassien. Expérience professionnelle dans le domaine.

Lieu de travail: Porrentruy/vallée de Delémont

Taux d'activité: 16 leçons + 1 leçon de décharge. L'emploi sera annualisé et l'activité se déroulera durant le temps scolaire.

Fonction de référence et classe de traitement:

Educateur III – Classe 13

Entrée en fonction: Date à convenir

Renseignements: Peuvent être obtenus auprès de Ségolène Eberlin, responsable du secteur pédagogique, au 032 420 54 12.

Les candidatures, accompagnées de votre lettre de motivation, CV personnel, d'une copie de vos titres de formation, d'un extrait des poursuites et d'un extrait de votre casier judiciaire doivent être envoyées par e-mail à l'adresse sen.postulations@jura.ch (avec un seul fichier PDF en pièce jointe regroupant l'ensemble des documents) **jusqu'au 4 octobre 2024** et comporter la mention « Educateur classe d'accueil à mi-temps ».

Divers

Syndicat d'améliorations foncières des Genevez

Extension du périmètre

du Syndicat d'amélioration foncière des Genevez aux forêts de l'Envers des Embreux

Assemblée d'information

Conformément à l'article 35 de la loi sur les améliorations structurelles du 20 juin 2001, le comité du Syndicat d'améliorations foncières des Genevez convoque les propriétaires intéressés à une assemblée d'information mercredi 25 septembre 2024, à 20 h 00, à l'Administration communale des Genevez.

L'avant-projet et l'extension du périmètre seront présentés selon l'ordre du jour suivant:

1. Ouverture par le président.
2. Information des services de l'Etat.
3. Présentation des documents déposés:
 - a) Avant-projet de desserte forestière: rapport technique et devis;
 - b) Extension du périmètre: plan et liste des propriétaires.
4. Discussion générale.

Il n'y aura pas de vote lors de cette assemblée.

Les Genevez, le 12 septembre 2024.

Le comité.

Syndicat d'améliorations foncières des Genevez

Dépôt public

de l'avant-projet de desserte forestière du secteur «Forêts de l'Envers des Embreux» et de l'extension du périmètre à ce secteur

Conformément aux articles 33 et suivants et 75 de la loi sur les améliorations structurelles du 20 juin 2001, le comité dépose publiquement, du 20 septembre 2024 au 9 octobre 2024, au Secrétariat communal des Genevez, l'avant-projet de desserte et l'extension du périmètre, soit:

1. Avant-projet de desserte forestière: rapport technique et devis (pour information).

2. Extension du périmètre:
plan et liste des propriétaires.

Les propriétaires intéressés sont invités à en prendre connaissance et peuvent formuler leur opposition, écrite et motivée, contre l'extension de périmètre en cas de violation d'intérêts privés ou publics, jusqu'au 9 octobre 2024 inclusivement, au Secrétariat communal des Genevez.

Les opposants indiqueront les numéros des parcelles concernées par leur opposition ainsi que leurs motifs.

Les Genevez, le 19 septembre 2024.

Le comité.

Communauté scolaire de l'Ecole secondaire
de la Courtine à Bellelay

Assemblée des délégués

Mercredi 9 octobre 2024, à 20h 15

Ordre du jour:

1. Procès-verbal de la séance du 15 mai 2024.
2. Désignation de deux scrutateurs.
3. Budget 2025.
4. Modification de l'annexe II du règlement sur le statut du personnel.
5. Informations sur la marche de l'école.
6. Divers.

Bellelay, le 2 septembre 2024.

La commission scolaire.
